# Inde : les paysans résistent à la prise de leurs terres par le gouvernement ‘de gauche’ du Bengale occidental

L’État indien du Bengale occidentale détient le record unique d’être gouverné par le ‘gouvernement de gauche démocratiquement élu’ qui a le plus duré dans le pays et même dans le monde, comme la gauche ne cesse de le rappeler.

Cet État ‘gauchiste’ est livré au pillage et la terreur y règne chez les paysans, les travailleurs agricoles et les petits commerçants de Singur, une zone agricole située dans le bassin fertile du fleuve Ganga.

Le Bengale occidental contient quelques-unes des régions agricoles les plus productives du sous-continent indien, en particulier les vastes plaines vertes arrosées par le fleuve Ganga et ses centaines d’affluents. La couleur verte est celle des grandes rizières qui ont dominé traditionnellement le paysage bengali pendant la plus grande partie des deux derniers millénaires. Une longue période qui vit les armées d’invasion venir et repartir, les Britanniques bâtir leur empire et disparaître, le nationalisme indien naître et dégénérer en prétexte à l’exploitation... la gauche avait en fait taxé de ‘fausse’ la liberté politique de l’Inde. En 1948, le parti communiste indien appela à la révolution armée, qui devait démarrer au Bengale. Cette révolution avortée, et nombre des combats antérieurs et postérieurs, eurent lieu autour du bassin vert du Ganga. Le mot ‘Dhan’ (l’équivalent bengali de riz) devint synonyme de lutte, les gens se ralliant autour de lui pour résister avec des faucilles, des arcs et des flèches aux seigneurs féodaux et aux paysans riches, dans ce qui était le départ d’un voyage vers un ordre social nouveau. En 30 années à peine après l’indépendance du pays, le parti communiste survécut à maintes scissions – et à une sévère répression – pour devenir la force politique dominante du Bengale.

Pendant les décennies 1960 et 1970, le Bengale s’engouffra dans les luttes territoriales menées par la gauche et la gauche radicale, qui permirent finalement aux plus forts d’arriver au pouvoir. Les pauvres de la campagne, petits agriculteurs marginaux, travailleurs agricoles et métayers, constituaient le soutien le plus fort du gouvernement du ‘Left Front’ nouvellement élu. Une fois au pouvoir, le gouvernement essaya de servir ses électeurs et commença une réforme agraire par des mesures telles que la redistribution des terres excédentaires et la tant nécessaire régularisation des Bargadaars (métayers formels et informels et ceux qui cultivaient les terres des autres sous contrat verbal). Ces réformes eurent des effets positifs sur l’économie de la région, et la production agricole se multiplia dans l’État à mesure que de nombreuses terres étaient libérées et affectées au labourage.

Les champs verts du Bengale dominèrent l’économie et la politique de cet État, permettant à la gauche de régner sans interruption pendant 30 années ininterrompues. Or, bien des choses ont eu lieu pendant ces trente années. L’iconographie politique et le discours de la gauche ont subi des changements considérables dans le monde entier, et les révolutions et les conflits territoriaux ont cessé d’être en vogue dans la plupart des sociétés socialistes de naguère. L’URSS a disparu, tandis que la République populaire chinoise a construit une économie capitaliste au sein d’un État socialiste ‘réformé’, et, dans beaucoup de pays les communistes ont accordé leurs violons avec les

sociaux-démocrates et autres refuges de la gauche modérée. Pourtant, ces événements tumultueux n'ont pas touché la gauche du Bengale. Les 'communistes' au pouvoir jurent toujours par Staline, aiment Fidel, accueillent Hugo Chávez comme un héros et fêtent les victoires électorales de la gauche en Amérique latine. Quand on regarde les bannières rouges et les drapeaux à la faucille et au marteau déployés bien en vue un peu partout, on a l'impression que rien n'a changé.

Or, derrière la façade et le discours rouges, tout a changé. Le mastodonte inexorable de la mondialisation et du libre-échange s'y est installé, les centres commerciaux et les grandes avenues ont remplacé les baraques, et les 'communistes' se sont métamorphosés en une bande vorace de spéculateurs immobiliers, d'entrepreneurs et d'éminences grises. Le gouvernement est devenu pragmatique et commencé à courtiser les capitalistes en public, la logique politique de cette démarche étant que, dans l'ère du capital mondial, on ne peut construire le socialisme qu'en développant le capitalisme ! D'ailleurs, on doit toujours imiter la Chine et ses pas de géant vers la croissance.

Le dernier exemple en date de ce 'socialisme par le capitalisme' est Singur, où le gouvernement a acquis de force près de 1 000 acres d'excellentes terres agricoles pour la fabrique d'automobiles à bas prix du groupe Tata. Les forces policières déployées par le gouvernement se sont déchaînées dans les villages de Singur, pour 'faciliter' le processus d'acquisition des terres. Au cours d'un incident qui ressemblait de près au massacre qui a eu lieu, au début de cette année, à Kalinganagar dans la province d'Orissa (où 13 indigènes ont été tués par la police lorsqu'ils essayaient d'empêcher le groupe Tata de clôturer leurs terres), la police a réagi avec violence lorsque les fermiers et les travailleurs agricoles se sont opposés à l'appropriation de terres agricoles fertiles et à la tentative de les clôturer avec des barbelés. Un contingent nombreux est entré dans les foyers et battu toutes les personnes présentes. Les femmes ont été maltraitées ; même les enfants et les vieillards infirmes n'ont pas été épargnés. On a mis le feu à des greniers et à des champs. De nombreuses personnes ont été blessées et plus d'une cinquantaine arrêtées. La résistance et le saccage, qui ont continué pendant toute la journée, ont été enregistrés en direct par les chaînes de télévision régionales.

La police a mis en place un cordon de sécurité autour de Singur et des zones voisines après l'incident du 2 décembre, empêchant tout le monde d'y entrer, y compris le célèbre activiste social Medha Patkar. Les leaders du parti communiste (marxiste) de l'Inde, dont le Premier ministre Buddhadev Bhattacharya, ont défendu publiquement l'action de la police, en disant que l'incident n'était qu'un nouveau spectacle monté par la gauche ultra, et que l'acquisition de terres et la construction de la fabrique de Tata allaient se poursuivre sans problèmes.

Les manifestations spontanées contre la brutalité policière continuent de secouer le Bengale et, à Singur, des travailleurs agricoles font la grève de la faim. La portée et l'intensité des manifestations populaires ont mis le gouvernement sur la défensive et, à présent, il accuse l'opposition de diffamation et de désinformation. Les médias contrôlés par le gouvernement signalent que la zone n'est pas si fertile que cela, et que l'État n'a acquis que des terres de monoculture ou des jachères permanentes. Le gouvernement continue d'affirmer que la fabrique de voitures et les capitalistes 'nationaux' socialement responsables comme Tata apporteront le développement à la population.

Pourquoi une fabrique automobile a-t-elle besoin de tant de terres agricoles ? Combien de familles le projet va-t-il déplacer directement ? Combien des terres acquises étaientt affectées à la monoculture ? Combien de travailleurs agricoles et de 'bargadaars' non enregistrés y a-t-il dans la zone du projet ? Le gouvernement refuse de donner des réponses précises à ces questions.

Les informations officielles (et leur absence) montrent que le gouvernement, dans son engagement avec le capital, le marché et la mondialisation, a décidé de fermer les yeux à la réalité et d'accepter le 'défi' de poursuivre le projet. Ce 'défi' comporte d'ignorer l'existence de plusieurs milliers de familles qui dépendent de ces terres : travailleurs sans terre, travailleurs agricoles saisonniers, conducteurs de cyclo-pousse et petits transporteurs, commerçants ambulants de produits agricoles qui les portent à de lointains marchés de gros, artisans et autres métiers. Les propriétaires fonciers peuvent être dédommagés en partie de la perte de leurs terres, mais qui peut compenser la perte des moyens de subsistance ?

Tandis que la police armée et la force d'intervention rapide rôdent autour et que d'importantes questions sur Singur restent sans réponse, le gouvernement du Bengale s'apprête à mettre en oeuvre d'autres projets, tels que la cession de plusieurs milliers d'acres de terres agricoles situées à Ghangar (près de Calcutta) au groupe indonésien Salim, fidèle défenseur du régime infâme de Suharto qui tua des milliers de communistes indonésiens. Une autre portion considérable de terre serait octroyée à Jindals pour l'installation d'une sidérurgie dans les régions boisées du Sud-Ouest du Bengale. Dans le littoral de cette même région, le gouvernement est décidé à mettre en oeuvre, avec l'aide des États-Unis, un projet de centrale nucléaire de 10 000 mégawatts qui déplacera plus de 200 000 paysans, travailleurs agricoles et pêcheurs. D'après le gouvernement du Bengale et l'administration Bush, ce dernier projet serait 'propre' et contribuerait à résoudre la crise climatique !

L'ironie de la chose est que cette guerre totale à l'environnement, l'économie et le peuple du Bengale est menée par la gauche qui, à l'extérieur du pays, figure parmi les opposants les plus énergiques des expulsions au nom du développement et de la conspiration 'impérialiste' pour mettre en vente les ressources naturelles. Il s'agit peut-être d'un exemple de la nouvelle réalité 'réformée' que nous vivons, où le capital et le marché encerclent le peuple de partout et s'approprient les idées familières de subversion et d'opposition.

Néanmoins, de nouveaux concepts voient le jour et la contestation se renouvelle sans cesse, contrairement à ce que le capital proclame sur la fin de l'histoire. En Inde, les tribus de Kalinganagar ne permettent l'entrée dans leur région d'aucun représentant de l'administration locale ni de Tata depuis le massacre. Quelques kilomètres plus loin, les villageois résistent à l'appropriation de terres pour un projet sidérurgique de la société transnationale POSCO. Les Adivasi de Jharkhand ont catégoriquement refusé tout projet de développement sur leurs terres ancestrales. Au Bengale, les paysans, les travailleurs et les groupes de la société civile protestent contre les modèles de développement injustes et tyranniques. La gauche au pouvoir aurait intérêt à tenir compte de ces signaux. La répression ne fournit que des réponses de très courte durée et potentiellement désastreuses.

Soumitra Ghosh, NESPON et NFFPFW, adresse électronique : soumitrag@gmail.com, avec la collaboration de Nagarik Mancha, un forum de citoyens de Kolkata.